

19 ET 20 OCTOBRE 2009 - LYON

2^{èmes} ateliers
nationaux de la

SOLIDARITÉ

Les grandes tendances qui affectent
aujourd'hui le secteur associatif

Edith Archambault
Professeur à l'université Paris I



RHÔNE
LE DÉPARTEMENT



Le constat

Au 31/12/2007 (INSEE Economie sociale)

- 180 000 associations employeurs
- 1 750 000 salariés (1 400 000 ETP)
- (60% de cet ensemble pour santé, action sociale, insertion)
- Moins de 10 salariés en moyenne par employeur
- D'où l'idée de concentrer et rationaliser

L'effet de ciseau lié à la crise

- Augmentation et changement des besoins sociaux: vieillissement, grande pauvreté, marginalisation des jeunes, des territoires, alternatives à la prison...
- Réduction de l'ensemble des financements publics (et non plus redéploiement lié à la décentralisation), car les caisses sont vides et les associations ne descendent pas dans la rue
- Risque de faillite, licenciements (formation)
- Expériences étrangères à méditer
- Bémols: pas de baisse des dons. Emplois aidés

Nouvelles contraintes réglementaires

- Inflation de législation et de réglementation: loi 2002-2 positive mais chronophage; loi sur le handicap (110 décrets d'application); HSPT (50 annoncés). D'où services juridiques à étoffer et mutualiser
- Multiplication des contrôles : IGAS, Cour des Comptes, Comité de la Charte...Labellisation?

Problèmes de gouvernance

- Difficulté à renouveler les dirigeants bénévoles d'associations anciennes et très réglementées
- Endogamie des conseils d'administration
- Difficulté à recruter et à fidéliser les bénévoles
- La professionnalisation de la technostructure salariée est nécessaire mais coûteuse. D'où l'intérêt des groupements d'employeurs pour mutualiser les fonctions support

Les associations font face à une concurrence accrue

- Entre associations pour attirer le financement public, les donateurs, les bénévoles...
- Avec les autres entreprises de l'économie sociale : mutuelles et parfois coopératives (SAP); avec les fondations, les fonds de dotation
- Avec les entreprises du secteur lucratif pour la commande publique, sur appel d'offres
- Avec les autres pays: Care, Oxfam... concurrence renforcée selon l'application de la Directive européenne sur les SSIG